

[Text]

roughly \$60 million is in the affinity of roughly .1 per cent, and if comparable increases are given during the ensuing periods up to 1975 we would be approximately at or would exceed the .7 per cent figure. Is this correct or not?

Let me just carry on. Your concern is really with the fact that they have not specified a target date. In other words, if it is continued based on today's figures it would reach the target. Is that not so?

**Professor Helleiner:** There was no commitment in foreign policy for Canadians to anything other than a once for all \$60 million increase. That is my point. I agree with your arithmetic that that will make it roughly .44 for 1971-72 but it does surprise me, particularly in view of earlier stated commitments, that the government felt itself unable to commit itself beyond one year.

**Mr. Buchanan:** Possibly Professor Helleiner, in view of the economic climate there was maybe an understandable reluctance to go, but in fact we did exempt it from the constraints that were imposed upon other departments, in other areas of the operation. I would like to share this with members of this Committee, and hope that they would do the same during the succeeding period and, in fact, reach the objective of .7 per cent.

**The Chairman:** Mr. Lewis.

**Mr. Lewis:** There are two questions I would like to ask for information.

On what basis can one justify the German and the American supposed loosening of the TIED program by limiting it, however, to purchases into developing countries? I have always assumed they have meant the members of DAC or some groups like that.

**Professor Helleiner:** No, I am sorry. It is developing poor countries, not other rich ones. The decision that was made was to permit the procurement, which was formerly restricted to the United States, to take place in Latin America, Asia, and Africa and therefore, a stimulus to trade and development.

[Interpretation]

1972, de quelques millions de dollars, se situe aux environs de 0.1 p. 100 et si des augmentations comparables sont données durant les périodes qui suivront jusqu'à 1975, nous pourrions atteindre approximativement ou même dépasser le chiffre de 0.7 p. 100. N'est-ce pas exact?

Permettez-moi de poursuivre. Vous vous préoccupez surtout du fait qu'ils n'ont pas de date précise pour obtenir, pour atteindre leur objectif. Autrement dit, si cet objectif se poursuit et qu'il soit fondé sur les chiffres que l'on a à l'heure actuelle, on pourrait atteindre cet objectif n'est-ce pas?

**Le professeur Helleiner:** Il n'y a eu aucun engagement de pris quant à la politique étrangère, de la part des Canadiens, en vue de faire quoi que ce soit de plus que de donner cette augmentation de \$60 millions. Voilà où je veux en venir. Je suis d'accord avec vos chiffres pour dire qu'en 1971-1972 l'objectif atteint sera de 0.44 p. 100 mais il me surprend, particulièrement à la lumière d'engagements déclarés antérieurement, que le gouvernement ne se soit pas senti en mesure de s'engager au-delà d'un an.

**M. Buchanan:** Il se peut, professeur Helleiner, qu'à la suite du climat économique dans notre pays, on ait eu une répugnance assez compréhensible à ce faire, mais de fait nous avons exempté cet organisme des restrictions qui ont été imposées à d'autres ministères et dans d'autres domaines des opérations. J'espère que les autres membres de notre Comité partageront mon point de vue et j'espère qu'ils feraient de même au cours d'une période à venir afin d'obtenir de fait l'objectif de 0.7 p. 100.

**Le président:** Monsieur Lewis.

**M. Lewis:** J'aimerais poser deux questions à titre d'information.

Sur quoi peut-on se fonder pour justifier l'attitude des Allemands et des Américains qui diminuent la contrainte de leur programme d'aide en le limitant toutefois aux achats dans les pays en voie de développement? J'ai toujours cru qu'ils voulaient surtout s'occuper des membres du DAC ou d'autres groupes comme celui-là.

**Le professeur Helleiner:** Non, je regrette, cette façon de procéder aide au développement des nations pauvres et n'aide pas à en former de plus riches. On a pris la décision afin de permettre que la façon de se procurer des fonds qui se limitaient autrefois aux États-Unis prenne place aussi en Amérique latine, en Asie, en Afrique et par conséquent représente ainsi un stimulant au commerce et au développement.